

# Synthèse régionale

## L'économie guyanaise redémarre

L'année 2018 poursuit la dynamique de reprise économique amorcée au second semestre 2017. Dans un contexte régional, national et international favorable, la mise en œuvre du plan d'urgence donne des gages supplémentaires de confiance aux entreprises pour produire et investir, et aux ménages pour consommer. L'industrie spatiale reste dynamique face à une concurrence qui s'intensifie. Bien qu'attentiste, le secteur du Bâtiment et travaux publics a devant lui des chantiers d'importance pour quelques années. Le secteur du tourisme est au plus haut et la démographie toujours soutenue et porteuse de demande. L'emploi salarié progresse dans tous les secteurs d'activités, permettant de baisser le niveau de chômage.

Geoffray Simon, Insee

Rompant avec un rythme de croissance économique habituellement supérieur à celui de la France entière, la Guyane a connu une année 2017 en récession (baisse du PIB régional de 1,9 %). En réponse aux mouvements sociaux de 2017, le plan d'urgence se concrétise par la relance de la commande publique dans différents secteurs, et s'accompagne de mesures thématiques spécifiques (économie, BTP, transport, logement).

Conjugué à une programmation européenne qui bat son plein et un contexte de politiques monétaires accommodantes (taux d'intérêts faibles propices aux investissements et à la consommation), le moteur démographique de la Guyane semble repartir.

### Une année exceptionnelle sur le terrain de l'emploi

Conséquence d'un contexte économique qui s'améliore, la croissance de l'emploi salarié accélère en Guyane. 2018 est en effet la meilleure année depuis cinq ans. Tous les grands secteurs d'activité sont en hausse, à l'exception de l'agriculture. Si la construction poursuit son redressement à un rythme moins soutenu qu'en 2017, le recours à l'intérim, mode de recrutement privilégié dans ce secteur, atteint un niveau record en fin d'année. Ces augmentations d'emplois salariés font reculer de trois points du taux de chômage en Guyane routière sur l'année. Avec 19 % de chômeurs au sens du BIT, toutes les catégories de la population profitent de cette baisse. La Guyane atteint son plus bas niveau de chômage.

### Les crédits augmentent pour les ménages et les entreprises

Résultante de la croissance démographique d'une part, et de l'amélioration de l'emploi d'autre part, la consommation poursuit sa pro-

gression. Ces hausses se reflètent dans l'augmentation de 5 % des importations de biens de consommation durables et non durables.

Par ailleurs, l'évolution des prix est restée modérée en 2018 avec une augmentation de l'indice des prix à la consommation de 1,1 %. Celle-ci concerne l'ensemble des secteurs à l'exception des produits manufacturés. Les services et l'énergie contribuent le plus à la hausse des prix. Quant aux crédits à la consommation, leurs encours augmentent (+ 14 %).

Dans un environnement financier incertain, mais avec des taux d'intérêt bas, le financement des entreprises progresse (+ 6 %) et celles-ci investissent : les crédits à l'équipement augmentent de 17 %, et les crédits d'investissement croissent de 13 %.

### Stabilité du spatial et attentisme dans la construction

Pour ses 50 ans, le Centre Spatial Guyanais a réussi onze lancements, soit autant que l'année précédente. Il investit sur le territoire pour rationaliser et rendre plus compétitifs ses futurs lanceurs, en proie à une concurrence internationale qui s'intensifie.

En 2018, l'activité du secteur de la construction est mitigée malgré des signes d'amélioration et de nombreux grands chantiers à venir. Selon les données de la Cellule économique de la construction (CERC Guyane), la commande publique est inférieure aux montants prévus et en baisse de 37 % sur un an.

Le volume d'affaires des appels d'offres baisse également de 6 % sur un an. Par ailleurs, le patrimoine locatif social de la Guyane poursuit son expansion et atteint 17 500 logements. La région compte 60 logements sociaux pour 1 000 habitants, dont plus de la moitié sont situés à Cayenne et à Kourou.

### Activités portuaires et aéroportuaires : des marqueurs de la bonne santé de l'économie

En 2018, le trafic global du Grand Port Maritime de Guyane se redresse. Le volume des marchandises transportées augmente. En traitant 64 000 conteneurs sur un an, l'activité atteint un niveau record.

Les escales sont également en croissance, en partie poussées par les activités d'exploration pétrolière, et plus marginalement par le secteur de la croisière.

Le nombre de passagers aériens est en constante augmentation sur l'ensemble des destinations à l'exception des liaisons internationales. Ces tendances s'expliquent en partie par l'arrêt de la desserte Guyane par la compagnie Surinam Airways, tandis que l'arrivée de la Norwegian sur la desserte des Antilles a fortement stimulé les échanges en fin d'année.

Il en résulte une hausse de la fréquentation hôtelière qui se poursuit pour la quatrième année consécutive et est à son niveau le plus élevé depuis 2010. La clientèle, majoritairement de provenance française, continue d'augmenter.

### Les créations d'entreprises au plus haut

Dans ce contexte, après cinq années de baisse, les créations d'entreprises sont en forte croissance en 2018. Ce sont plus particulièrement des sociétés et des entreprises individuelles classiques qui émergent dans tous les secteurs de l'économie guyanaise.

Toutefois, la majorité de ces créations est localisée dans l'agglomération de Cayenne, ce qui ne contribue pas au rééquilibrage géographique des entreprises en Guyane, lesquelles sont plutôt absentes des territoires de l'Est et de l'Ouest. ■

# Contexte national et international

## L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

### L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

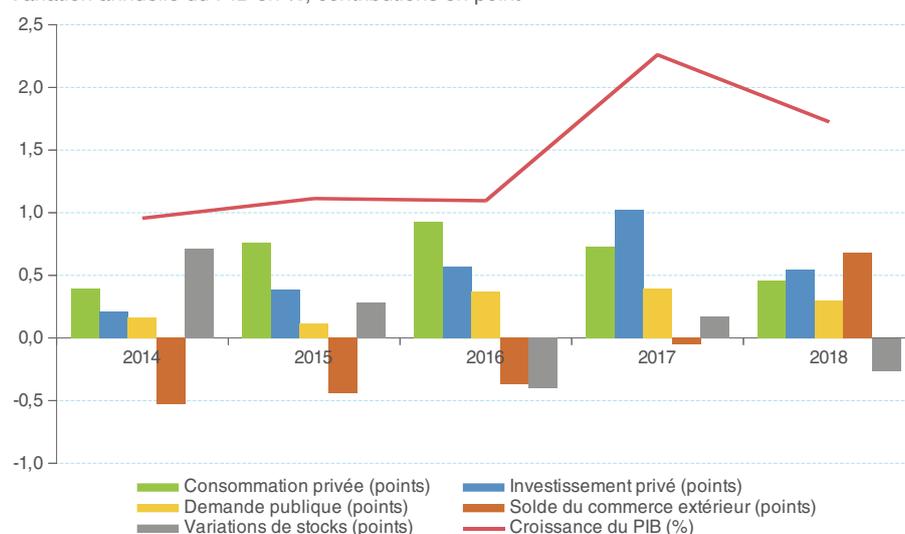
En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'esouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au *Brexit*.

### L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

### 1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Variation annuelle du PIB en %, contributions en point



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

### L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis dix ans (85,1 %).

### Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après

+ 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

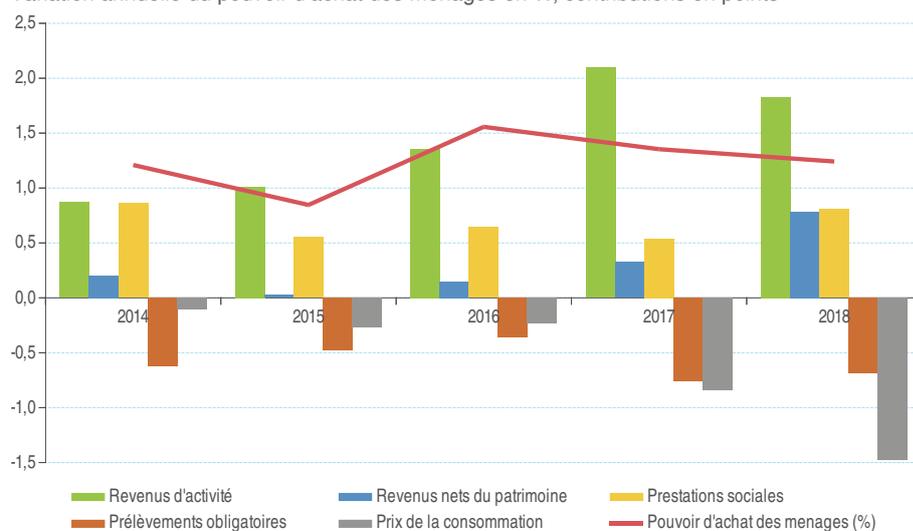
### Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale prove-

nant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (bascule CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

## 2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Variation annuelle du pouvoir d'achat des ménages en %, contributions en points



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.